

Constance Rivière

« La fraternité est bien plus importante dans notre histoire que les poussées xénophobes »

Face à une propagande populiste qui fait de l'immigration la source de toutes les peurs, il est possible de penser une politique migratoire responsable et humaniste, défend la romancière et haut fonctionnaire

ENTRETIEN

Haut fonctionnaire et romancière française, Constance Rivière dirige le Palais de la Porte-Dorée depuis 2022, après avoir été conseillère et directrice adjointe du cabinet de François Hollande (2012-2017) à l'Élysée. Elle estime qu'il faut « recharger positivement l'imaginaire autour de l'immigration » et que la gauche ne doit pas rester dans une posture défensive sur le sujet.

Vous avez été prolongée pour trois ans à la tête du Musée national de l'histoire de l'immigration. Comment raconte-t-on l'immigration en 2026 ?

Nous sommes un musée d'histoire. Notre mission est de raconter l'immigration sur le temps long, de la manière la plus scientifique possible. Il faut remettre de la connaissance, des données contemporaines, à un moment où le fantasme a écrasé la possibilité même de parler de manière un peu sereine. Un Français sur trois est issu de l'immigration. C'est consubstantiel de ce qu'est l'identité française. Notre rôle, au musée, est de déplier les confusions qui entachent les débats sur l'immigration. On parle des immigrés comme des étrangers, alors qu'un tiers sont français. Et s'il y a bien depuis vingt ans une augmentation de l'immigration, cette hausse est plutôt moindre que dans d'autres pays européens. Nous ne sommes pas sur un changement d'échelle qui serait spectaculaire, puisque, en matière de présence d'étrangers dans la population, on est dans une situation similaire à ce que la France a connu en 1931 [la part d'étrangers était alors autour de 7 %, elle constitue aujourd'hui 8,8 % de la population].

Evidemment, dire cela ne suffit pas. La force d'un musée, c'est d'être un lieu de rencontres et de débat démocratique, qui fait de la place aux visions divergentes, autour de la réalité humaine des migrations, à travers des œuvres d'art, des visages et des objets qui racontent des histoires personnelles et familiales. Cela permet de retrouver du sensible, de l'humain.

L'extrême droite est aux portes du pouvoir, en faisant de l'immigration son premier sujet de campagne. Le pouvoir se conquiert-il par les idées ?

J'aimerais dire que c'est le débat d'idées qui explique les logiques de conquête du pouvoir aujourd'hui, mais les discours violents et le racisme ne sont pas des idées. On voit à quel point les réseaux sociaux, l'émotion, le fait divers sont déter-

minants. Il y a une acculturation à des simplismes qui sont à l'idée ce que Shein est à la mode, une espèce de fast-fashion aussi séduisante que jetable, et qui évidemment joue un rôle dans la capacité des partis populistes de convaincre.

Pendant quarante ans, ils ont fait de l'immigration la source de toutes les peurs : l'insécurité, le chômage, la délinquance... Ce sont des entreprises idéologiques de propagande qui ont des effets électoraux, dans les moments d'inquiétude, et, aussi, d'oubli de l'histoire. La pensée simpliste agit comme quelque chose de rassurant, alors que la pensée critique, ou la pensée complexe, crée de l'inconfort.

L'extrême droite assume un combat pour l'« hégémonie culturelle ». N'a-t-elle pas déjà gagné cette bataille-là ?

Parler de bataille culturelle, c'est déjà accepter de se placer sur un terrain où la pensée et les mots sont des armes. Il ne faut pas avoir peur d'être en désaccord. En revanche, on peut refuser la violence, la falsification, qui nous amènent sur un terrain qui n'est plus celui des idées et du langage. Mais oui, les termes du débat ont été tordus, du terrain a été gagné. On fait face à une entreprise de déshumanisation. On parle de grandes masses, de flux, de vagues. On désigne les personnes par leur réalité administrative, comme les OQTF [obligation de quitter le territoire français].

En sens inverse, je constate aussi qu'il y a des idées progressistes qui, il y a trente ou quarante ans, étaient considérées comme insupportables et que plus généralement des lieux culturels, est aussi la preuve qu'il y a des formes de résistance. En 2025, environ 750 000 personnes sont venues au Palais de la Porte-Dorée, dont plus de la moitié ont moins de 26 ans.

[L'historien] Gérard Noiriel dit que dans le siècle et demi qui précède il y a eu trois grands moments où la haine de l'étranger a été au cœur des projets politiques. C'était dans les années 1880-1890, et cela a mené à l'affaire Dreyfus [du nom d'un officier français condamné pour trahison]; c'était dans les années 1930, et cela a conduit à Vichy et à la collaboration; c'était enfin dans les années 1980, et cela a entraîné l'explosion de violences racistes.

Je ne pense pas que l'on souhaite revenir à ces périodes où notre pays s'est abîmé dans des projets politiques qui avaient comme ressorts l'antisémitisme, la haine de l'étranger, le rabougrissement. Quand on accepte que l'immigration soit instrumentalisée, cela a des effets sur les immigrés qu'on maltraite, mais cela dit aussi quelque chose de nous. [L'anthropologue] Claude Lévi-Strauss [1908-2009] écrivait que « le barbare, c'est d'abord l'homme qui croit à la barbarie ».

On entend dire que la gauche a peur de se positionner sur ces sujets et préfère se taire. Etes-vous de cet avis ?

Je ne sais pas si la gauche est inaudible parce qu'elle ne parle pas ou si elle a renoncé à parler parce qu'elle était confrontée à une impuissance à être audible. Je constate, en tout cas, que l'immigration n'est plus un sujet dont la gauche ose s'emparer. Ou alors en cédant à ce qui lui semble être l'opinion majoritaire pour tenir des positions dures ou timides. A titre personnel, je viens de cette famille politi-



YANN LEGENDRE

que. Selon moi, les gauches européennes devraient moins s'inquiéter d'avoir peur d'être naïves que d'acquiescer de laisser des personnes vivre dans l'insécurité et la précarité, du fait de politiques qui reposent sur la maîtrise du flux au détriment des politiques d'accueil et d'intégration.

Il est possible de penser une politique migratoire responsable et humaniste. La politique, c'est l'art de porter un projet, indépendamment de ce qu'on pense être l'opinion. Quand [l'ancien ministre de la justice] Robert Badinter [1928-2024] se bat pour l'abolition de la peine de mort, il n'a que des points à perdre au départ. Par ailleurs, les organisations patronales et les démographes constatent qu'il y a un besoin d'immigration. Donc peut-être qu'il y aurait à gagner à ne pas être passifs et défensifs sur ce sujet, mais au contraire à construire une politique pour les vingt ou trente prochaines années.

La remise en cause des accords de 1962 entre la France et l'Algérie a amené la droite et l'extrême droite à redire qu'il fallait tourner la page de l'histoire coloniale, se débarrasser de sa « mauvaise conscience ». Peut-on faire société sans se pencher sur ce passé ?

Pourquoi accepter qu'il y a eu des moments difficiles serait-il une forme de rejet de la France ? On peut quand même dire que la collaboration est une tache dans notre histoire, sans rejeter la France. Quant à la question coloniale, c'est comme si elle venait entacher de manière trop douloureuse le projet universaliste français. Or, toute l'histoire de France montre que l'universalisme est un idéal vers lequel on doit tendre, mais qui n'a jamais été pleinement réalisé. On a été universalistes à un moment où les femmes n'avaient pas le droit de vote ou quand il y avait le code de l'indigénat en Algérie.

Je constate que notre passé colonial est l'un des sujets sur lesquels il est le plus difficile de parler sereinement. Notre difficulté à regarder notre passé en face doit nous interroger aussi sur notre capacité à nous projeter dans l'avenir. [L'historien] Marc Bloch [1886-1944] disait que l'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé. Le Palais de la Porte-Dorée est utile comme musée d'histoire, car nous faisons l'archéologie du temps présent. Les commissaires scientifiques de notre nouvelle exposition permanente, Patrick Boucheron et Romain Bertrand, disent que le rôle de l'historien est celui de réparateur, au sens où il retisse les tissus troués de notre passé commun pour avancer dans la connaissance mais aussi dans la reconnaissance.

Avoir eu pendant très longtemps des livres d'histoire dans lesquels on oubliait ce qu'avait été l'histoire singulière de toute une partie d'enfants nés en France de parents immigrés, c'était une forme

d'arrachement à leur possibilité de faire corps avec l'histoire du pays.

En quoi la culture peut-elle contribuer à cette réparation ?

On n'a jamais eu autant de visiteurs que pour l'exposition « Banlieues chéries », en 2025, qui a rassemblé plus de 150 000 personnes en quatre mois. Cette reconnaissance-là, c'est aussi une forme d'apaisement. Le musée offre une forme d'antidote à la brutalité du débat public.

Nous sommes un lieu culturel progressiste, antiraciste, féministe. Il est important d'assumer ces termes-là sans avoir peur d'être taxés de naïveté. La fraternité est dans notre devise républicaine depuis plus de deux cents ans, c'est bien plus important dans notre histoire que les poussées xénophobes, qui ont été de l'ordre des épisodes. Il faut le rappeler à un moment où on a le sentiment que tout cela, la culture, la fraternité, notre histoire commune, pourrait être fragilisé ou menacé.

Comment cette menace se manifeste-t-elle ?

Je pense au président argentin, Javier Milei, qui a supprimé le ministère de la culture, à Viktor Orban en Hongrie ou à Giorgia Meloni en Italie, qui privatisent à tout-va et organisent des purges dans le monde de la culture, ou à la Maison Blanche, qui, à l'occasion des 250 ans des États-Unis, a lancé une inspection des principaux musées de Washington [pour s'assurer de leur « alignement » avec la vision de l'Amérique prônée par Donald Trump].

Ce qui me frappe, c'est le retournement auquel on s'est acclimatés : quand on défend des valeurs humanistes, on est taxés d'être des idéologues par des personnes qui sont justement des idéologues. Il faudrait se cacher quand on porte des valeurs. Les lieux culturels sont des lieux de démocratie extrêmement importants, qui permettent de dépasser les débats partisans. Ils ont une responsabilité. Nous faisons partie d'un réseau d'une cinquantaine de musées français engagés [dans le cadre du plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine]. Ce réseau a été créé en 2023, à partir de l'idée que les musées ne peuvent pas être des lieux imperméables aux questions qui traversent la société, mais doivent, à leur manière, y apporter des réponses. C'est ce que fait le Musée d'Orsay avec son opération « 100 œuvres qui racontent le climat ». Et, ici, nous préparons une exposition sur la manière dont les descendants de l'immigration maghrébine ont transformé le cinéma français pour notre plus grande fierté, tels que Mehdi Charef, Rachid Bouchareb, Jamel Debbouze ou, aujourd'hui, Hafsia Herzi. Il faut recharger positivement l'imaginaire autour de l'immigration. ■